

PÊCHE AU THON ROUGE

L'Algérie devrait participer à la campagne 2012

L'Algérie devrait participer à la campagne de la pêche du thon rouge en 2012, selon le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques qui indique que cinq armateurs sont poursuivis en justice pour le remboursement de subventions accordées pour l'acquisition de thoniers.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Abdallah Khanafou, était, hier matin, l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale. A cette occasion, l'invité radiophonique a évoqué la baisse de la production de poissons de 20% en 2010, voire l'immobilisation de la flottille de pêche à 30% au niveau national, à 50% au niveau de certains ports.

Vers la hausse de la production halieutique

Toutefois, Abdallah Khanafou s'attend à une augmentation de la production d'ici la fin de l'année 2011. D'autant qu'une production abondante en poissons de large consommation (sardines, anchois, soles et maquereaux...) a été enregistrée en septembre, provoquant parfois une chute du prix de la sardine et des méventes dans certains ports.

Et dans la mesure où la campagne d'évaluation scientifique des ressources halieutiques, lancée depuis le 18 septembre dernier, semble «donner des résultats encourageants» au niveau du littoral est du pays, selon M. Khanafou. Une seconde campagne d'évaluation des ressources en eaux profondes devrait

être lancée dès cet hiver avec la collaboration de l'Agence spatiale algérienne (Asal). A «100% algérienne», la campagne d'évaluation vise à «connaître» les stocks pêchables de poissons bleus, cartographier les bancs de poissons selon les conditions de température, salinité, par saison et région, permettre de «savoir gérer» les stocks, engager les investissements requis en termes de modernisation des infrastructures et moyens.

Khanafou remet en cause la gestion passée du secteur

Ainsi, le ministre de la Pêche n'écarte pas de recourir à «la casse» des embarcations en surplus. Dans la mesure où son département ministériel entend «ne plus naviguer à vue», Abdallah Khanafou a clairement remis en cause la gestion passée du secteur, en évoquant la «situation lamentable» de la profession, le manque d'équipements, «l'anarchie qui règne au niveau des ports», «l'utilisation non rationnelle des équipements».

Ainsi, le ministre de tutelle entend «mettre de l'ordre» même si sa volonté de transférer la tutelle des ports de pêche à son département ministériel reste encore en stand-by, à l'étude au niveau du Premier ministère.

L'Algérie incapable de pêcher son quota de thon

Par ailleurs, la problématique de la pêche illégale de corail n'a pas été abordée lors de cette intervention radiophonique. A contrario, la question de la pêche du thon rouge a été largement évoquée. A ce propos, Abdallah Khanafou



Photo : DR.

a rappelé que l'Algérie dispose depuis deux ans d'un quota fixé par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) à 5% du tonnage admissible de capture, soit 138 tonnes par an de thon, et adhère à l'objectif de préserver cette espèce en voie de disparition. Toutefois, «nous n'avons pas été capables de pêcher ce quota.

C'est une réalité qu'on ne peut pas nier», affirme-t-il, du fait de l'interdiction de recourir aux armements étrangers. Mais aussi parce que «nous n'avons une flottille capable de pêcher ce quota en respectant les conditions fixées par la CICTA et la réglementation du ministère de la Pêche», déclare Abdallah Khanafou.

La responsabilité incombe à des armateurs

Et le ministre de la Pêche de mettre en cause les armateurs qui ont sollicité des subventions de l'Etat (60% de la valeur de l'embarcation) sans acquérir les thoniers nécessaires. A ce propos, Abdallah Khanafou a indiqué que cinq armateurs sont poursuivis en justice pour non-remboursement des aides accordées. Toutefois, le ministre de la Pêche s'attend à ce que l'Algérie participe, l'année prochaine, à la campagne de pêche de thon.

Dans la mesure où, selon l'invité de la Chaîne III, «nous avons pu assainir la situation. Nous disposons de trois thoniers sennieurs qui peuvent participer après avoir réglé leur situation juridique». Et d'autant que l'arrêté interministériel fixant les conditions de participation à cette campagne devrait être revu selon M. Khanafou, avec notamment l'annulation de la clause imposant la pêche dans les eaux territoriales et l'allègement de la procédure pour permettre au «peu d'armateurs que nous avons» d'y participer.

C. B.

LOI DE FINANCES 2012

Un SNMG estival pour les marins pêcheurs

Les marins pêcheurs devraient bénéficier du SNMG à 18 000 dinars le mois en période de repos biologique (de mai à août). Une proposition en ce sens est contenue dans le projet de loi de finances pour 2012, pour permettre, selon le ministre de tutelle, de «compenser» les pertes financières enregistrées durant cette période par ces professionnels.

Par ailleurs, Abdallah Khanafou a indiqué que sa proposition d'un allègement financier pour les transformateurs de poissons importés a été rejetée par le gouvernement.

C. B.

PROCLAMANT LE 5 OCTOBRE «JOURNÉE POUR LA DÉMOCRATIE» RAJ refuse d'oublier

La tradition a été respectée. L'association Rassemblement action jeunesse a maintenu son appel à un rassemblement au niveau de la place des Martyrs. A défaut de pouvoir s'y rassembler, c'est en face du théâtre national que ses membres se sont donné rendez-vous. Le rassemblement devant se tenir à 12 heures, les forces de l'ordre étaient sur place bien avant. Aux environs de dix heures déjà, les premières interpellations avaient commencé. Toutes les personnes jugées «suspectes» ont été priées de décliner leur identité et d'expliquer les raisons de leur présence. Des pratiques qui n'ont pas découragé les sympathisants de RAJ appelés par leur association à «lutter quotidiennement et pacifiquement pour la sauvegarde des acquis d'Octobre, au moins ceux restants, car ils constituent le meilleur hommage aux victimes de la répression, toutes les formes de répression».

L'association, qui fait de la préservation des acquis du 5 Octobre un mot d'ordre, considère que «ce mois d'Octobre puisse garder sa pleine signification politique et symbolique. Le 5 Octobre 1988 a ouvert une nouvelle ère pour l'Algérie, celle qui ouvre la voie à la 2^e République» et d'ajouter que «les manifestants d'Octobre 1988 n'étaient pas des émeutiers, ce n'était pas un chahut de gamins. Ce n'était pas non plus uniquement des batailles de clans au pouvoir. C'est la réaction d'un peuple qui aspirait à une vie meilleure, qui réclamait la démocratie, la liberté et la justice sociale».

Faisant un constat amer de la situation actuelle, l'association considère que «les Algériens se sentent de plus en plus comme à Ghaza, dans une grande prison à ciel ouvert tant les espaces sont de plus en plus verrouillés. En résultent les émeutes au quotidien, qui, malheureusement, ont l'air d'être la seule voie pour les sans voix, ou pour d'autres, les sans visa, la traversée de la mer au risque de perdre la vie» en concluant que «quoi qu'en disent les falsificateurs de l'Histoire, le mouvement d'Octobre 1988 était l'expression d'une revendication populaire pour le changement. Une juste aspiration du peuple à une vie meilleure. Cette volonté est toujours d'actualité».

N. I.

TRAFIC DE DEVICES DANS UN RESTAURANT À EL MADANIA

Poulet-frites au menu et euros sous le comptoir

Ce lundi, vers 18h, une patrouille de la Gendarmerie nationale a fait une descente spectaculaire à El Madania, rue Hacène-Ticherafi. Il s'agissait d'un restaurant en plein centre de l'ex-Clos-Salembier, dont les deux frères patrons procèdent clandestinement, depuis des années, au change des devises.

Mais ce jour-là, les deux frères patrons du restaurant en question, selon les témoignages recueillis sur place, n'étaient pas à la caisse où ils procédaient habituellement à la vente ou à l'achat de la devise étrangère. «Cela se passe, ainsi, depuis un

peu plus de dix ans. Il y a ceux qui passent à la caisse pour régler l'addition et les autres pour convertir la monnaie étrangère», dira un riverain.

En cette fin de journée du lundi 3 octobre, les deux frères étaient à l'étage supérieur du

restaurant où ils recevaient comme d'habitude des clients ou des convertisseurs d'importantes sommes.

Vers 18h, quatre fourgons de la Gendarmerie nationale en compagnie de 14 personnes en civil, débarquent subitement au quartier, bloquent la sortie du restaurant et procèdent à l'arrestation des deux frères et de trois grands trabendistes connus dans le monde des affaires similaires. Hier, les habitants d'El Madania, dans les cafés, chez le

coiffeur et même sur les trottoirs jonchés d'étalages de fruits et légumes ne parlaient que de cet événement, qui a, semble-t-il, marqué les esprits.

«Tout le monde sait que l'on procède depuis des années au change de la devise dans ce restaurant. Les deux frères propriétaires le font au vu et au su de tout le monde. Ce qui laisse supposer que la gendarmerie a eu vent d'une affaire de faux billets ou autre», dira plus d'un.

Mehdi Mehenni

PRÉVENTION CONTRE LES INFECTIONS NOSOCOMIALES

L'hygiène comme palliatif

Avec une prévalence de l'ordre de 25 % en Algérie, les infections nosocomiales constituent un véritable problème de santé publique. Même si un comité de lutte contre ce type d'infections existe, l'absence d'une stratégie est à déplorer.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Initiée par Nosoclean et plusieurs laboratoires, le VIII^e séminaire sur l'hygiène hospitalière, ayant pour thème «Les infections associées aux soins et l'évidence sur l'importance de l'hygiène des mains», a regroupé, hier à Alger de nombreux professeurs en médecine, des spécialistes en épidémiologie et en médecine préventive, des responsables du secteur de la santé.

Encore une occasion d'aborder plusieurs aspects de l'hygiène et du risque infectieux, notamment les infections nosocomiales en milieu hospitalier. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité de lutter contre ces infections et de les prévenir. Ainsi, on tiendra compte de la prévention du risque infectieux,

dont l'objectif est de réduire le risque de contamination, en développant les techniques de prévention et en appliquant les protocoles infirmiers. Selon une enquête réalisée par le MSPRH, sur 38 établissements hospitaliers, on enregistre 25% d'infections nosocomiales, rappelle le P^r Djoudi du CHU Bab-El-Oued. Cette dernière relèvera que les solutions hydroalcooliques qui devraient être disponibles dans tous les hôpitaux font défaut, notamment au CHU Bab-El-Oued. Dans ce contexte, elle affirmera que toutes les solutions hydrolalcooliques ne sont pas conformes aux normes. Principalement, les communications seront focalisées sur le bio-nettoyage, dont le plus récurrent demeure le lavage des mains et l'utilisation de solutions hydroalcooliques, sans oublier la stérilisation des instruments. Il semble que nombre de chirurgiens ne se conformeraient pas au protocole d'hygiène des mains. Le D^r Lamine Atif du service d'épidémiologie et de médecine préventive du CHU de Blida fera part d'une expérience

algérienne sur l'observance du lavage des mains, les infections manuportées étant responsables de 80% des infections nosocomiales. Un malade sur dix est touché par une infection nosocomiale. L'importance de favoriser la sensibilisation et de promouvoir la nécessité d'une meilleure observance et d'en pérenniser l'amélioration en Algérie a été mise en exergue. «L'enjeu aujourd'hui, c'est la prévention», soulignera le D^r Bruno Grand Bastier, maître de conférences, responsable d'unité au CHRU de Lille.

«Il faut adopter une véritable stratégie. Nous devons disposer de beaucoup de points de repère tels que les solutions hydroalcooliques, l'hygiène des mains, l'incinération des déchets hospitaliers. Il faut investir dans la prévention, car la recherche contre les bactéries est «en panne», la production de nouveaux antibiotiques est limitée» conclut-il. En résumé, le seul palliatif aux infections nosocomiales demeure le strict respect des règles élémentaires d'hygiène.

W. Z.